



Lors de la rencontre hier au siège de la Conac, la Très Honorable Patricia Scotland, a salué les efforts accomplis et lancé un appel à la persévérance.

Quelle est la situation actuelle du Cameroun en matière de lutte contre la corruption, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'Homme et de la liberté de la presse ?

Sans être forcément inquisitoire, cette préoccupation était au centre de la rencontre qui s'est tenue hier au Palais des Congrès de Yaoundé entre le Secrétariat du Commonwealth sous la conduite de la Secrétaire générale et les représentants de cinq institutions en charge de la gouvernance : la Commission nationale anti-corruption (CONAC), Elections Cameroun (ELECAM), la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL), le Programme national de Gouvernance (PNG) et le Conseil national de la Communication (CNC).

C'est aux environs de 15h que la Très Honorable Patricia Scotland est accueillie au siège de la Conac par son président, Massi Gams Dieudonné. Après une brève audience, la réunion proprement dite va commencer par l'allocution du président de la Conac qui, au nom des responsables des institutions de gouvernance présents, souhaite la bienvenue à l'illustre hôte en relevant au passage l'importance que le Commonwealth accorde aux questions liées à la gouvernance sous toutes ses formes.

La preuve : le Club des Gentlemen a été très actif dans la création de plusieurs institutions en charge de la question. Conscient du rôle joué par de telles structures dans la promotion de l'équité, de la justice sociale et du développement durable au Cameroun, l'orateur a saisi l'occasion pour présenter les missions, les principales activités et les défis auxquels fait face l'institution placée sous sa direction.

C'est ainsi qu'à travers une présentation vidéo bien élaborée, on apprendra que la Commission créée le 11 mars 2006, est un organisme public indépendant placé sous l'autorité du président de la République, avec pour missions, entre autres, de « suivre et d'évaluer l'application effective du plan gouvernemental de lutte contre la corruption, de recueillir, de centraliser et d'exploiter les dénonciations et informations dont elle est saisie pour des pratiques, faits ou actes de corruption, de mener toutes études ou investigations et de proposer toutes mesures de nature à prévenir ou à juguler la corruption, d'identifier les causes de la corruption et de proposer aux autorités compétentes des mesures susceptibles de permettre de l'éliminer dans tous les services publics ou parapublics, de diffuser et de vulgariser les textes sur la lutte contre la corruption... » A ce jour, et malgré de nombreux obstacles, les résultats obtenus sont encourageants.

Depuis 2013, plus de 50 milliards de F appartenant au trésor public ont été sauvés suite aux investigations de la Conac, dont 8,870 milliards en cours de recouvrement. Intervenant à son tour, le président d'Elections Cameroon, Enow Abrahms Egbe, a présenté les missions, les activités et les acquis. Plus de 6 millions d'électeurs ont été inscrits au 31 août 2017 et autant de cartes d'électeurs ont été produites et distribués depuis le début de la refonte biométrique des listes électorales.

L'accroissement significatif du nombre des bureaux de vote lors des prochains scrutins est une ambition à relever. Le président de la CNDHL, Dr Chemuta Divine, a déclaré pour sa part que son organisme est engagé résolument dans la protection des droits de l'homme. Il a condamné l'intolérance, source des violences actuelles, en insistant sur le fait qu'il ne saurait y avoir de paix sans justice, sans développement au double plan économique et spirituel, avant de plaider pour une « décentralisation véritable » en vue d'améliorer la gouvernance. Parlant au nom du président du Programme national de gouvernance, Cornelius Chi Asafor, membre du staff, est revenu sur les objectifs du PNG qui vise la consolidation de l'état de droit, la promotion d'une culture de responsabilité dans la gestion ainsi que le renforcement de la transparence dans la gestion des affaires publiques.

La communication, vecteur par excellence de la gouvernance, mérite un plus grand respect de la part de certains pratiquants, a relevé pour sa part Peter Essoka, président du Conseil National de la Communication qui déplore le rôle ingrat joué par cet organe de consultation et de régulation qui est parfois présenté comme un bourreau des médias dans un pays où exercent pourtant 600 organes de presse et plus d'une centaine de chaînes de radio et de télé, parfois sans aucune autorisation préalable. Les différents intervenants ont sollicité le soutien actif du Commonwealth pour mieux déployer leurs activités. En réponse à toutes ces préoccupations, la Très Honorable Patricia Scotland a loué l'exceptionnelle richesse humaine et culturelle du Cameroun qui recèle d'autres trésors linguistiques aux côtés du français et de l'anglais.

Une diversité à l'image du Commonwealth qui regroupe 2,5 milliards de personnes de tous horizons qui recherchent le bonheur à partager. Tout en félicitant les efforts accomplis en matière électorale ou de lutte contre la corruption, elle a suggéré certaines pistes à explorer dans certains domaines comme la parité homme femme, l'approfondissement du dialogue, la tolérance, l'unité dans la diversité.

Source: Cameroun Tribune

---